

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

Doc. XII-bis  
N. 14

## RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI VENERDÌ 18 NOVEMBRE 1994

Risoluzione n. 252  
su un approccio globale alla sicurezza europea (1)

*Annunziata il 30 gennaio 1995*

L'ASSEMBLÉE,

1. Convaincue des possibilités d'une CSCE non exclusive d'édicter et de réexaminer les normes en fonction desquelles les gouvernements traitent leurs citoyens et les critères qu'ils appliquent dans leurs relations réciproques;

2. Considérant que la procédure collégiale de prise de décision de la CSCE, basée sur un consensus approximatif, est le moyen le plus efficace de préserver le caractère non exclusif de la CSCE et d'assurer la mise en oeuvre positive de ses décisions;

3. Reconfirmant les décisions du Sommet d'Helsinki de 1992 sur le concept global

(1) Présentée par la Commission politique.

de sécurité de la CSCE et le rôle central de la CSCE pour amorcer et gérer le changement dans notre région;

4. Appuyant le travail accompli par la CSCE dans le but de promouvoir le respect des droits de l'homme et l'adhésion à l'Etat de droit ainsi que l'acceptation de la démocratie en tant que seule forme légitime de gouvernement dans toute la région euro-atlantique;

5. Encouragée par les travaux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, du Haut Commissaire aux Minorités nationales et par les missions de diplomatie préventive, de gestion des crises et de surveillance de la CSCE présentes et à venir;

6. Prête à examiner la manière d'appliquer, *mutatis mutandis*, la CSCE et son acquis à la région méditerranéenne dans son ensemble et se félicitant de l'initiative de la Commission européenne relative à Espace économique euro-méditerranéen qui commencerait à établir en 1995 des priorités de modernisation économique, d'accès commercial et de sécurité mutuelle;

7. Reconnaisant les possibilités d'assistance matérielle que l'OTAN et l'UEO peuvent apporter pour concrétiser les principes et les objectifs de la CSCE, comme le prévoit la décision prise en 1992 de mettre leurs ressources et leurs moyens à la disposition du maintien de la paix et de la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies par la CSCE, ainsi que les programmes de Partenariat pour la paix de l'OTAN et de Partenaires associés de l'UEO;

8. Notant que le Partenariat pour la paix soulève, quant à l'identité de l'Alliance atlantique et l'équilibre relatif entre les fonctions de défense collective et de sécurité collective de l'Alliance, des questions fondamentales pour l'avenir, non prévus dans le Concept stratégique de l'Alliance de 1991 et affecte la question des critères d'adhésion à l'OTAN;

9. Appréciant l'efficacité, en termes de coûts, qui caractérise la CSCE dans l'exécution de son rôle de prévention des conflits;

10. Reconnaisant que le principal défi qui se pose à la CSCE est politique et non structurel;

11. Invite instamment les parlements des Etats participant à la CSCE:

a) à persuader leur gouvernement respectif de défendre et d'approuver au Sommet de Budapest les idées et les propositions acceptées par l'AAN lors de sa session de Washington;

b) de soutenir les propositions faites par l'Assemblée parlementaire de la CSCE lors de sa session de Vienne en juillet 1994 et plus spécialement en ce qui concerne l'al-

légement des procédures, l'organisation des sommets lorsque les circonstances l'exigent, au moins une fois tous les quatre ans, et la redéfinition des tâches du Centre de prévention des conflits;

12. Invite instamment les Etats participant à la CSCE:

a) à convenir d'ici le Sommet de Budapest des 5 et 6 décembre 1994:

i. de personnifier de manière permanente et à haut niveau la CSCE et de renforcer ses capacités de pré-alerte en créant un poste qu'on pourrait qualifier de Conseiller sur les questions de stabilité et de sécurité, pouvant être le Secrétaire général ou le Directeur du Centre de prévention des conflits de la CSCE, qui pourrait, sous la houlette du Président en exercice, visiter des régions et avoir des consultations avec les acteurs concernés, organiser des missions d'enquête et attirer l'attention du Comité permanent et du Comité des hauts fonctionnaires sur des problèmes affectant la sécurité et la coopération dans la zone de la CSCE;

ii. de renforcer le rôle de la Troïka, tout en désignant par ailleurs un Conseiller sur les questions de stabilité et de sécurité, et de circonscrire les domaines dans lesquels la Troïka pourrait se voir investie de pouvoirs de décision touchant à la mise en oeuvre des décisions du Comité permanent, du Comité des hauts fonctionnaires ou du Conseil des ministres;

iii. de consolider les mécanismes existants dans l'optique d'une procédure simplifiée et compréhensible pour les consultations d'urgence sur toute question relevant du domaine de la CSCE;

iv. de confirmer leur détermination d'intégrer les questions de la dimension humaine dans les délibérations du Comité permanent, du Comité des hauts fonctionnaires et du Conseil des ministres sur la sécurité européenne;

v. d'utiliser de manière constructive le Mécanisme de la dimension humaine en

tant qu'instrument permettant aux Etats de s'entraider au moment de promouvoir, dans la région de la CSCE, la mise en oeuvre de leurs engagements relatifs aux droits de l'homme;

vi. de créer, au Centre de prévention des conflits, une composante analytique chargée de regrouper les indicateurs de pré-alerte avec un apport régulier provenant de gouvernements nationaux et d'organisations telles que l'OTAN, l'UEO, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, et des organisations non gouvernementales, à l'usage du Comité permanent et du Conseiller sur les questions de stabilité et de sécurité;

vii. de confier au Directeur du Centre de prévention des conflits la charge d'instruire les missions de la CSCE sur le plan politique;

viii. de limiter le principe de consensus à la prise en charge de nouveaux engagements par la CSCE et, en cas d'application de la règle du consensus moins un, de permettre à la CSCE d'étudier des réponses ne s'arrêtant pas à des déclarations politiques uniquement;

ix. de fournir au Code de conduite des mesures d'application, y compris la possibilité claire d'une action concertée en cas de violations flagrantes des principes et engagements de la CSCE;

x. d'instaurer une coopération effective avec l'OTAN, l'UEO et les Nations unies en leur assurant une représentation permanente;

xi. d'instituer un groupe de travail dont le mandat consisterait à élaborer pour la CSCE une doctrine du maintien de la paix qui stipule notamment que les forces de maintien de la paix mandatées par la CSCE aient une composition multinationale et une chaîne de commandement claire;

xii. de doter les agences de la CSCE de ressources suffisantes leur permettant de mettre leurs mandats à exécution, en donnant une priorité particulière aux mis-

sions de la CSCE et aux activités du BIDDH dans les Etats admis récemment au sein de la CSCE;

xiii. de restructurer les activités du BIDDH afin (i) de renforcer sa capacité d'appuyer la mise en place d'institutions démocratiques et de développement d'une société civile dynamique dans les Etats nouvellement admis au sein de la CSCE; (ii) d'éviter les doubles emplois avec le Conseil de l'Europe; (iii) de mieux répartir les responsabilités en matière d'observation des élections entre le BIDDH et l'Assemblée parlementaire de la CSCE; et (iv) d'établir une communication plus suivie entre le BIDDH et le Comité permanent ainsi que le Comité des hauts fonctionnaires;

xiv. d'élaborer des critères de suspension d'un Etat participant de la CSCE en cas, notamment, de manquement persistant d'application des décisions du Comité des hauts fonctionnaires, d'inobservance des recommandations du Haut-Commissaire et, le cas échéant, du Conseiller sur les questions de stabilité et de sécurité, de non-respect des accords de limitation des armements y compris du Traité de non-prolifération et autres conventions qui réglementent les armes de destruction massive;

xv. d'intensifier leurs efforts en vue de parvenir à un règlement sur le conflit dans le Haut-Karabakh et de déployer, dans un délai aussi bref que possible, la première mission de maintien de la paix de la CSCE dans la région;

13. Invite instamment les gouvernements membres de l'Alliance atlantique:

i. à mieux harmoniser leur participation à l'Alliance en termes d'effectifs et à s'abstenir de mesures unilatérales;

ii. à assurer un soutien équitable et actif à l'Acte de participation à l'OTAN de 1994 qui exhorte l'OTAN et tous les pays membres de l'OTAN à « fournir une aide adéquate afin de faciliter » « le passage au stade de membre de l'OTAN à part entière » aux participants actifs du Partenariat pour la paix qui « poursuivent leur progression

vers l'instauration d'institutions démocratiques, d'économies de marché, d'un contrôle civil de leurs forces armées et de l'état de droit » et « conservent leur attachement à la protection des droits de tous leurs citoyens et au respect de l'intégrité territoriale de leurs voisins »;

iii. à accélérer les travaux en cours pour la concrétisation du concept des Groupes de forces interarmées multinationales en tant que partie intégrante des relations de l'OTAN avec l'UEO et avec d'autres parties, afin d'assurer une meilleure flexibilité opérationnelle pour répondre aux exigences des nouvelles missions;

iv. à s'interroger sur l'utilité d'un nouveau Concept stratégique pour orienter les délibérations et les opérations de l'Alliance y compris si une approche fonctionnelle plutôt que géographique des structures de commandement doit être développée;

v. à accompagner les efforts de la Commission européenne exprimés dans sa communication au Conseil et au Parlement européen concernant un partenariat euro-méditerranéen destinés à obtenir un soutien à la création d'une zone de stabilité et de sécurité.

**N. B. Traduzione non ufficiale****Risoluzione n. 252  
su un approccio globale alla sicurezza europea (1)**

L'ASSEMBLEA,

1. Convinta delle possibilità della non esclusiva CSCE di decretare e di riesaminare le norme in funzione delle quali i governi trattano i cittadini ed i criteri che essi applicano nelle loro reciproche relazioni;

2. Considerando che la procedura collegiale di adozione delle decisioni della CSCE, basata su un consenso di graduale approssimazione, è il mezzo più efficace per conservare il carattere onnicomprensivo della CSCE e di assicurare la messa in applicazione positiva delle sue decisioni;

3. Riconfermando le decisioni del Vertice di Helsinki del 1992 sul concetto globale di sicurezza della CSCE e del ruolo centrale della CSCE nell'avviare e nel gestire il cambiamento nella nostra regione;

4. Appoggiando il lavoro compiuto dalla CSCE allo scopo di promuovere il rispetto dei diritti dell'uomo e l'adesione allo stato di diritto nonché l'accettazione della democrazia quale sola forma legittima di governo in tutta l'area euro-atlantica;

5. Incoraggiata dai lavori svolti dall'Ufficio delle Istituzioni Democratiche e dei Diritti dell'Uomo, dall'Alto Commissario per le Minoranze Nazionali e dalle missioni di diplomazia preventiva, di gestione delle crisi e di sorveglianza della CSCE attuali e future;

6. Pronta ad esaminare il modo di applicare, *mutatis mutandis*, la CSCE e il suo « acquis » alla regione mediterranea nel suo insieme e apprezzando l'iniziativa della Commissione Europea per uno Spazio Economico Euro-Mediterraneo che comincerebbe sin dal 1995 a fissare delle priorità di modernizzazione economica, di accesso commerciale e di sicurezza reciproca;

7. Riconoscendo la possibilità di assistenza materiale che la NATO e l'UEO possono apportare per concretizzare i principi e gli obiettivi della CSCE, in conformità alla decisione presa nel 1992 di mettere le loro risorse ed i loro mezzi a disposizione della CSCE per il mantenimento della pace e della messa in applicazione delle risoluzioni del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, nonché i programmi di Partenariato per la Pace della NATO e dei membri associati dell'UEO;

(2) Presentata dalla Commissione politica.

8. Constatando che il Partenariato per la Pace solleva, riguardo all'identità dell'Alleanza Atlantica e dell'equilibrio relativo tra le funzioni di difesa comuni e di sicurezza comune dell'Alleanza, dei problemi fondamentali per il futuro non previsti nel Concetto Strategico dell'Alleanza del 1991 e tocca la questione dei criteri di adesione alla NATO;

9. Apprezzando l'efficacia, in termini di costi, che caratterizza la CSCE nell'esecuzione del suo ruolo di prevenzione dei conflitti;

10. Riconoscendo che la sfida principale che si pone alla CSCE è politica e non strutturale;

11. Sollecita i parlamenti degli Stati partecipanti della CSCE:

a. a convincere i loro rispettivi governi a difendere e ad approvare al Vertice di Budapest le idee e le proposte accettate dall'AAN in occasione della sua Sessione di Washington;

b. a sostenere le proposte fatte dall'Assemblea Parlamentare della CSCE in occasione della sua sessione di Vienna nel luglio 1994 e più specificatamente riguardo l'alleggerimento delle procedure, l'organizzazione dei vertici allorché le circostanze lo esigono, almeno una volta ogni quattro anni, e la ridefinizione dei compiti del Centro di Prevenzione dei Conflitti;

12. Sollecita gli Stati partecipanti della CSCE:

a. a convenire prima del Vertice di Budapest del 5 e 6 dicembre 1994:

i. di conferire alla CSCE, in modo permanente, personalità ad alto livello e di rafforzare le sue capacità di preallarme creando un posto che potrebbe essere qualificato Consigliere sulle questioni di stabilità e di sicurezza, che potrebbe essere il Segretario Generale della CSCE o il Direttore del Centro di Prevenzione dei Conflitti, abilitato, sotto la guida del Presidente in carica, a visitare alcune zone e a consumarsi con i relativi protagonisti, ad organizzare delle

missioni conoscitive e ad attirare l'attenzione del Comitato Permanente e del Comitato degli Alti Funzionari sui problemi suscettibili di mettere in pericolo la sicurezza e la cooperazione nell'area della CSCE;

ii. di rafforzare il ruolo della Troika, nominando per altro un Consigliere sulle Questioni di Stabilità e di Sicurezza, e di circoscrivere i settori nei quali la Troika potrebbe essere investita di poteri di decisione riguardanti la messa in opera di decisioni prese dal Comitato Permanente, dal Comitato degli Alti Funzionari o del Consiglio dei Ministri;

iii. di consolidare i meccanismi esistenti nell'ottica di procedura semplificata e comprensibile per le consultazioni di urgenza su ogni questione rilevante nel contesto della CSCE;

iv. di confermare la loro determinazione di integrare le questioni della dimensione umana nelle deliberazioni del Comitato Permanente, del Comitato degli Alti Funzionari e del Consiglio dei Ministri sulla sicurezza europea;

v. di utilizzare in modo costruttivo il Meccanismo della Dimensione Umana quale strumento che permette agli Stati di aiutarsi reciprocamente per tutelare, nell'area della CSCE, la messa in opera dei loro impegni riguardanti i diritti dell'uomo;

vi. di creare, presso il Centro di Prevenzione dei Conflitti, una componente analitica incaricata di raccogliere gli indicatori di preallarme con un regolare contributo proveniente da governi nazionali e da organizzazioni quali la NATO, l'UEO, il Consiglio d'Europa, l'Unione Europea e da organizzazioni non governative, da mettere a disposizione del Comitato Permanente e del Consigliere sulle Questioni di Stabilità e di Sicurezza;

vii. di affidare al Direttore del Centro di Prevenzione dei Conflitti l'incarico di istruire le missioni della CSCE sul piano politico;

## XII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

viii. di limitare il principio di consenso all'adozione di nuovi impegni da parte della CSCE e, in caso di applicazione della regola del consenso meno uno, di permettere alla CSCE di studiare risposte che vadano al di là delle mere dichiarazioni politiche;

ix. di corredare il codice di comportamento con misure di applicazione, inclusa la possibilità chiara di un'azione concordata in caso di violazioni flagranti dei principi e degli impegni della CSCE;

x. di stabilire una cooperazione effettiva con la NATO, con l'UEO e con le Nazioni Unite assicurando loro una rappresentanza permanente;

xi. di istituire un gruppo di lavoro il cui mandato consisterebbe nell'elaborare per la CSCE una dottrina per il mantenimento della pace che stabilisce in particolare che le forze di mantenimento della pace sotto mandato della CSCE abbiano una composizione multinazionale con una chiara catena di comando;

xii. di dotare le agenzie della CSCE di risorse sufficienti per permettergli di eseguire i loro mandati, dando una priorità particolare alle missioni della CSCE e alle attività dell'ODIHR negli Stati recentemente ammessi in seno alla CSCE;

xiii. di ristrutturare le attività dell'ODIHR al fine (i) di rafforzare la sua capacità di sostenere lo stabilimento di istituzioni democratiche e di sviluppo di una società civile dinamica negli Stati da poco ammessi in seno alla CSCE; (ii) di evitare i doppi impieghi con il Consiglio d'Europa; (iii) di distribuire meglio le responsabilità in materia di osservazione delle elezioni tra l'ODIHR e l'Assemblea Parlamentare della CSCE; e (iv) di stabilire una comunicazione più intensa tra l'ODIHR ed il Comitato Permanente nonché con il Comitato degli Alti Funzionari;

xiv. di elaborare criteri di sospensione di uno Stato partecipante dalla CSCE

in particolare, nel caso di mancanza persistente dell'applicazione delle decisioni del Comitato degli Alti Funzionari, di inosservanza delle raccomandazioni dell'Alto-Commissario e, all'occorrenza, del Consigliere sulle Questioni di Stabilità e di Sicurezza, di non rispetto degli accordi di limitazione degli armamenti ivi compreso il Trattato di non-proliferazione ed altre convenzioni che regolano le armi di distruzione di massa;

xv. d'intensificare i loro sforzi al fine di raggiungere un regolamento sul conflitto nel Nagorno-Karabakh e di spiegare, a breve scadenza, la prima missione di mantenimento della pace della CSCE nella regione;

13. Sollecita i governi membri dell'Alleanza dell'Atlantico del Nord:

i. ad armonizzare meglio la loro partecipazione effettiva all'Alleanza e ad astenersi da misure unilaterali;

ii. ad assicurare un sostegno equo e attivo all'atto di partecipazione alla NATO del 1994 che esorta la NATO e tutti i paesi membri della NATO « a fornire un aiuto adeguato al fine di facilitare » « il passaggio alla qualità di membro della NATO a tutti gli effetti » ai partecipanti attivi del Partenariato per la Pace che « continuano a progredire verso l'instaurazione di istituzioni democratiche, di economia di mercato, di un controllo civile delle loro forze armate e dello stato di diritto » e « confermano il loro impegno alla protezione dei diritti di tutti i loro cittadini e al rispetto dell'integrità territoriale dei loro vicini »;

iii. ad accelerare i lavori in corso per la concretizzazione del concetto di Forze di Intervento Multinazionali Combinate quali parte integrante delle relazioni della NATO con l'UEO e con altre parti, al fine di assicurare una migliore flessibilità operativa per rispondere alle esigenze delle nuove missioni;

iv. ad interrogarsi sull'utilità di un nuovo Concetto Strategico per orientare le deliberazioni e le operazioni dell'Alleanza ivi compresa la questione se un approccio funzionale piuttosto che geografico delle strutture di comando deve essere sviluppato;

v. ad accompagnare gli sforzi della Commissione Europea contenuti nella sua comunicazione al Consiglio e al Parlamento Europeo sul partenariato euro-mediterraneo destinati ad ottenere un appoggio per la creazione di una zona di stabilità e di sicurezza.